



**DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION
COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ
SERVICES TECHNIQUES**

ARRETE DU MAIRE AG/ST- N° 405/2024
Portant modification de l'arrêté du Maire AG/ST-N)392-2024

Le Maire de la commune Saint-André

- Vu la loi du 19 mars 1946 érigeant la Réunion en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée,
- Vu la loi n°82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois N°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi N°83-8 du 7 janvier 1983,
- Vu les articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6, L 2214-3 du code général des collectivités territoriales,
- Vu les articles L 411-1, R 417-6, R 417-10, R 325-1, et R 325-12 et suivants du code de la route,
- Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,
- Vu la demande de l'entreprise SBPTC,
- Vu l'analyse des services techniques,

Considérant qu'il importe dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la circulation, le stationnement des véhicules de toutes catégories, et la circulation piétonne sur le chemin du Centre dans le cadre des travaux pour l'opération « Kaloupilé » effectués par l'entreprise dénommée **SBTPC**.

ARRETE

ARTICLE 1 : Du mardi **16 avril 2024** et ce jusqu'au vendredi **19 avril 2024** la circulation et le stationnement des véhicules de toutes catégories seront interdits sur le chemin du Centre (partie comprise entre le chemin Brunet et la rue Leconte de Lisle).

ARTICLE 2 : Une déviation sera prévue par :

- le chemin Brunet.
- la rue Jean de la Fontaine.
- la rue Jean Jacques Rousseau.
- la rue Leconte de Lisle

ARTICLE 3 : La circulation piétonne se fera du côté opposé aux travaux.

ARTICLE 4 : En cas de non respect de l'article 1, le stationnement sera considéré comme gênant et le véhicule pourra faire l'objet d'une mise en fourrière (article R.325-1 et suivants du Code de la Route).

ARTICLE 5: Une signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise «**SBTPC**» de jour et de nuit pour permettre la bonne exécution du présent arrêté, laquelle sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 6 : L'entreprise devra remettre impérativement en état la chaussée après les travaux. Un état des lieux sera effectué.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-André, Monsieur le Chef de circonscription de la police urbaine de l'est, le Chef de la police municipale de Saint-André, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et, publié au recueil des actes administratifs de la Commune de Saint-André.

Fait à Saint-André le, 16 AVR. 2024

Le Maire
Pour le Maire et par délégation
Le 1er Adjoint

Laurent RAMASSAMY